Document généré le 19 avr. 2024 03:43

Les Cahiers des dix

Sociologie de la ville de Québec
The sociology of Quebec City

Simon Langlois

Numéro 61, 2007

Québec, ville d'histoire 1608-2008

URI : https://id.erudit.org/iderudit/039157ar
DOI : https://doi.org/10.7202/039157ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Les Éditions La Liberté

ISSN

0575-089X (imprimé)
1920-437X (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Langlois, S. (2007). Sociologie de la ville de Québec. *Les Cahiers des dix*, (61), 193–213. https://doi.org/10.7202/039157ar

Résumé de l'article

Cet article propose une vue d'ensemble des caractéristiques de la ville de Québec à partir d'études faites par les spécialistes des sciences sociales et les historiens. À la fois ville atlantique et ville continentale, Québec porte la marque de son histoire et des choix passés, mais elle est aussi en plein renouveau. Elle a été jusqu'à récemment une ville de migrants francophones et elle est devenue au cours du XX^{e} siècle une capitale régionale et une ville au service d'un État provincial francophone, d'où ses caractéristiques spécifiques de ville de classe moyenne. Le secteur économique privé et le secteur culturel contribuent aussi à définir la spécificité de la capitale au même titre que la fonction publique. Québec a connu historiquement deux centres de développements et les spécialistes la décrivent comme une ville polycentrique et même polynucléaire. Le centre de la ville est en renouveau urbanistique et une nouvelle population s'y établit, notamment une main-d'oeuvre féminine active qui contribue à sa revitalisation. L'article aborde enfin la question du mystère de Québec et propose une hypothèse explicative en lien avec ses traits constitutifs. L'économie du savoir ouvre à Québec des perspectives nouvelles et inscrira la ville dans un nouvel espace économique qui sera sans doute favorable à son développement.

Tous droits réservés © Les Éditions La Liberté, 2007

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Sociologie de la ville de Québec

Par Simon Langlois

La ville de Québec est entrée dans le XX^e^ siècle en occupant une place privilégiée dans de la nation canadienne-française et le lieu de rattachement d'un grand nombre l'espace du Canada français. Elle était alors le centre politique d'institutions religieuses qui encadraient la vie quotidienne dans les paroisses dispersées sur un territoire très étendu. Les luttes du Canada français historique trouvaient un large écho dans la ville et dans son parlement, comme en témoignent les vives réactions à la pendaison de Louis Riel au Manitoba ou encore l'émoi collectif causé par l'adoption du règlement XVII en Ontario. Dans ses mémoires, Gabrielle Roy évoque avec émotion la joie qu'elle avait éprouvée, jeune écolière au Manitoba, de recevoir des médailles du lieutenant-gouverneur du Québec pour l'excellence de son dossier scolaire. Cent ans plus tard, la ville de Québec a quitté le XX^e^ siècle dans un espace sociopolitique nouveau, celui de la société québécoise, et elle était devenue entre temps la capitale d'un État provincial doté de larges pouvoirs et disposant de budgets plus importants que bon nombre de pays souverains. Dit autrement, la ville de Québec était devenue la capitale d'une nation refondée.

La ville de Québec est aussi entrée dans le XX^e^ siècle avec une population encore relativement faible (autour de 60 000 h.), qui était stagnante depuis des décennies. La ville était alors en voie d'industrialisation, offrant une main d'œuvre francophone prolétarisée, vivant dans des conditions difficiles dans ses quartiers

ouvriers. Cent ans plus tard, Québec est une ville prospère dont la taille a été multipliée par dix, en incluant les banlieues et le périurbain qui gravitent autour de la ville centre. On y retrouve une importante classe moyenne, vivant en majorité dans des banlieues typiquement nord américaines, et son centre historique ainsi que ses anciens quartiers ouvriers (Saint-Roch et Saint-Sauveur notament) sont en plein renouveau urbanistique.

Le destin et les caractéristiques de la ville de Québec sont dépendants autant de sa place historique au sein de la société québécoise que de son dynamisme endogène. Autrement dit, son évolution passée et ses traits actuels sont intimement liés à l'ensemble du Québec – comme société globale et comme nation – mais aussi aux décisions prises par les acteurs sociaux qui y vivent. L'histoire et la situation particulières de Québec expliquent pourquoi l'immigration internationale y a été moins marquée qu'ailleurs, pourquoi les institutions capitalistes et la grande bourgeoisie d'affaires ne s'y sont pas développées au moment de l'industrialisation, pourquoi le domaine culturel y est moins marquant qu'à Montréal (exception faite des musées nationaux), tout cela accompagné de l'émergence de discours populistes typiques dans le dernier quart du XX^e siècle, et même de l'émergence de ce que certains ont nommé « l'énigme de Québec ».

Nous prenons prétexte du 400^e anniversaire de fondation de la ville de Québec pour rappeler un certain nombre d'analyses de cette ville faites par les spécialistes des sciences sociales (incluant les historiens) en les mettant en parallèle afin de faire ressortir ce qui en fait la spécificité de nos jours. L'étude du passé aidera aussi à comprendre les enjeux contemporains auxquels est confrontée la ville. On le verra, Québec est une vieille capitale marquée par les traits de son passé et par les décisions prises au fil du temps, certes, mais elle est aussi une ville en renouveau comme en témoignent l'espace urbain qui change, l'emploi qui s'y diversifie et l'arrivée – quoique en nombre encore restreint – de nouvelles populations qui vont contribuer à en assurer le développement dans l'avenir.

Québec, ville atlantique ou ville continentale ?

La ville de Québec a été comparée à Gibraltar par l'écrivain Thoreau, émerveillé par la beauté du cap qui domine le fleuve Saint-Laurent, un site souvent célébré par de nombreux écrivains et visiteurs dont Luc Bureau a rassemblé les écrits sur la cité fondée par Champlain dans deux ouvrages fascinants à lire[1]. Il

1. Luc Bureau, *Pays et mensonges : le Québec sous la plume d'écrivains et de penseurs étrangers. Anthologie géo-littéraire*, Montréal, Boréal, 1999, 400 p. et Luc Bureau, *Mots d'ailleurs. Le Québec sous la plume d'écrivains et de penseurs étrangers*, Montréal, Boréal, 2004, 373 p.

n'est donc pas étonnant que le tourisme ait été un secteur d'activité économique important tout au long de son histoire récente.

Si son site est enchanteur et s'il étonne agréablement les touristes, Québec occupe par contre une situation paradoxale sur le plan géographique en Amérique du Nord, qui a eu d'importants impacts sur son développement économique. « À l'interface de l'Europe et de l'Amérique, Québec est également la plus continentale des villes de l'Atlantique et la plus atlantique des villes continentales » avance le géographe Paul Villeneuve[2]. Cette localisation paradoxale a fait la prospérité de Québec du début de la colonisation jusqu'à l'âge d'or de la navigation à voile dans la première moitié du XIX[e] siècle, mais sa place dans la géographie du continent a aussi constitué son talon d'Achille et fait sa faiblesse par la suite, limitant sa croissance contrairement à ce qui s'est passé pour Montréal. Nous évoquerons rapidement les phases clés de l'histoire économique récente de Québec dans le but de comprendre ce qui fait la spécificité de son économie contemporaine.

La ville de Québec a connu un âge d'or à l'époque de la navigation à voile et une grande période de prospérité du début du XIX[e] siècle jusqu'aux années 1870 avant de connaître un déclin pour des raisons géographiques, économiques et sociologiques bien analysées par Harold Innis[3], Albert Faucher[4] et André Lemelin[5], notamment. La prospérité de la ville reposait alors sur la construction navale et l'exportation de billes de bois équarries. Hamelin et Roby ont estimé qu'il y avait 6 000 débardeurs dans le port de Québec en 1860 alors que la ville comptait moins de 60 000 habitants[6]. Le bois arrivait à Québec par le fleuve en provenance des grandes rivières de l'amont et de l'ouest de la province qui permettaient l'exploitation des forêts de l'arrière pays. La ville était le point de départ obligé du bois d'exportation car les bateaux qui le transportaient ne pouvaient pas dépasser Québec.

---

2. Paul Villeneuve , « La maturation d'une région métropolitaine : démographie et aménagement du territoire à Québec », dans Commission de la Capitale nationale, *Le Choc démographique. La population de la Communauté métropolitaine de Québec à l'aube du XXI[e] siècle*, Québec, Commission de la Capitale nationale, 2003, p. 128.
3. Harold Innis, *Essays in Canadian Economic History*, Toronto, University of Toronto Press, 1956, vi, 418 p.
4. Albert Faucher, « The decline of shipbuilding at Quebec », *Canadian Journal of Economics ans Political Science*, XXXIII, 2, mai 1957 p. 195-215, et *Le Québec en Amérique au XIX[e] siècle*, Montréal, Fides, 1973, xvi, 247 p.
5. André Lemelin, « Le déclin du port de Québec et la reconversion économique à la fin du XIX[e] siècle. Une évaluation de l'hypothèse du *staple* », *Recherches sociographiques*, XXII, n° 2, 1981, p. 155-186.
6. Jean Hamelin et Yves Roby, *Histoire économique du Québec 1851-1896*, Montréal, Fides, 1971, p. 285.

C'est un fait connu que l'exportation de produits de base contribue normalement à l'accumulation de capitaux d'une région en développement, comme l'explicite l'hypothèse de la *staple economy* développée par Harold Innis et d'autres. Or, cette activité était contrôlée à Québec par des capitaux britanniques (anglais et écossais, plus précisément) dont les profits ont été de fait exportés à l'extérieur et n'ont donc pas vraiment profité à l'économie de la ville à long terme. Autre problème signalé par Faucher et Hamelin/Roby : la disparité entre le cargo expédié et le cargo reçu, puisque les bateaux revenaient d'Angleterre avec peu ou pas de marchandises. Au lieu de revenir vide, les bateaux ont plutôt servi au transport d'immigrants fuyant la misère et les famines durant la première moitié du XIX^e siècle. André Lemelin explique que Québec devint alors un important port de débarquement d'immigrants profitant du retour des bateaux. « Cependant, Québec ne fût jamais qu'un lieu de passage pour ces gens, sauf pour quelques milliers d'Irlandais. Que Québec n'ait pas réussi à retenir ces immigrants est peut-être une indication précoce de la faiblesse structurelle de l'économie locale »[7]. Ainsi, il ne restait plus de bonnes terres disponibles pour les immigrants dans la région de Québec alors que l'Ontario et plus tard, l'Ouest canadien, offraient des espaces encore libres susceptibles de les attirer. Une autre raison explique la faible rétention des immigrants dans la ville : la campagne entourant la région immédiate de Québec déversait vers la capitale un important surplus de population qui concurrençait les nouveaux arrivants et les incitait à aller chercher du travail plus avant vers l'Ouest.

Pour les historiens de l'économie, le commerce du bois et l'activité du port de Québec, bien situé stratégiquement à une période particulière de l'histoire (blocus de Napoléon, etc.), n'ont cependant pas eu d'effets durables en aval et en amont, contrairement par exemple à la présence d'industries ou de mines qui ont fait la prospérité d'autres villes comme Hamilton ou Sudbury en Ontario, Baie-Comeau au Québec, etc. Le déclin du commerce du bois qui transitait par le port de Québec ainsi que la baisse de la construction navale ont entraîné le départ massif des habitants d'origine britannique, notamment le départ de la bourgeoisie locale anglo-écossaise (et de ses capitaux) ainsi que le départ d'une partie des ouvriers irlandais qui y avaient trouvé du travail. L'avènement de la navigation à vapeur, le développement de canaux dans le fleuve Saint-Laurent et la construction des chemins de fer ont orienté le développement économique vers le centre du continent et la région des Grands Lacs. Montréal est alors devenue un pôle économique important, une plaque tournante pour la circulation des marchandises favorisée par l'apport d'importants capitaux britanniques.

7. André Lemelin, *op.cit.*, p. 166-167.

Albert Faucher observe que c'est la mutation de l'espace économique – encore plus que le déclin de l'économie des ressources axée sur le bois – qui explique le déclin économique de Québec qui n'a pas réussi à reconvertir son économie. Lemelin résume bien l'impasse de Québec qui a suivi le déclin de l'exportation du bois et celui de la construction navale.

> La croissance économique de Québec était arrêtée. La ville avait été laissée en panne par le bouleversement des espaces économiques : le vent soufflait ailleurs. Ce déclin relatif n'a rien à voir avec l'agitation ouvrière qui marqua le début du syndicalisme ici, dans les années 1860 et 1870. Et que dire de l'idée farfelue d'un complot de Montréalais jaloux cherchant à ravir à la Vieille capitale les sources de sa prospérité ![8].

Faucher ajoute que, après l'âge d'or de la navigation à voile, se développa à Québec une industrie locale axée sur le cuir et la chaussure, profitant de la main d'œuvre bon marché. Ces travailleurs étaient soit de petits artisans travaillant le cuir avec l'aide de leur famille, soit des travailleurs d'usine faiblement payés. Les citadins prolétarisés de la ville vivaient alors dans des conditions misérables comme l'illustre la forte mortalité infantile des familles canadiennes-françaises d'alors, un trait qu'on observe aussi à Montréal à la même époque.

Une ville qui attire les migrants des régions

La ville de Québec a connu pendant une bonne centaine d'années – de la Conquête anglaise jusqu'au dernier tiers du XIX^e^ siècle – une forte présence anglophone mais non intégrée à la composante francophone de la population. L'abandon de la navigation à voile a eu des conséquences dramatiques sur la démographie de la ville de Québec qui a connu une faible croissance de sa population dans la seconde moitié du XIX^e^ siècle (entre 1861 et 1901). Elle a alors perdu du terrain dans la hiérarchie des villes canadiennes, notamment devant Montréal dont la population a cru beaucoup plus rapidement. Le départ de la garnison britannique en 1871, qui s'explique par le fait que le gouvernement fédéral canadien nouvellement créé s'était alors chargé de la défense de la nouvelle Confédération, a accentué encore davantage le déclin de la population anglophone dans la ville de Québec. Les anglophones représentaient 40 % de la population totale de Québec en 1861 et cette proportion a fondu à 16 % seulement en 1901.

La ville de Québec a été – et elle est encore – une ville de migrants et non pas une ville d'immigrants, contrairement à la plupart des grandes villes nord américaines mais aussi contrairement à un grand nombre d'autres villes canadien-

8. *Ibid.*, p. 174.

nes de taille comparable qui ont été d'importants lieux de rencontres de populations diversifiées sur les plans culturels, ethniques, religieux et socioéconomiques. La démographie de la ville de Québec pendant cette période est de nature différente et elle est caractérisé par la forte *mobilité de la population francophone*. Les Canadiens français vivant à Québec ont en effet été eux aussi très nombreux à quitter la ville pendant la période d'émigration des anglophones. Marc Saint-Hilaire et Richard Marcoux avancent que « 80 % des citadins auraient quitté Québec entre 1871 et 1901[9] », un chiffre considérable. Les départs ont par ailleurs été remplacés par de nouveaux arrivants en provenance des campagnes environnantes, alors en fort surplus démographique.

Saint-Hilaire et Marcoux notent que « les départs massifs et les arrivées presque aussi nombreuses ont modifié les traits de la population de la capitale à un point tel qu'on peut pratiquement parler de son renouvellement entre 1871 et 1901[10] ». La ville a attiré les migrants (fort nombreux) du Canada français, provenant des campagnes environnantes en fort surplus de population. Par conséquent, la ville de Québec entre dans le XX^e siècle avec une population renouvelée qui lui redonne son caractère francophone en peu d'années même si l'arrivée continue d'immigrants irlandais et britanniques a partiellement comblé les départs des anglophones, contribuant à maintenir dans la ville une minorité de langue anglaise qui a cependant été mieux intégrée dans le tissu urbain et dans l'ensemble de la population de la ville plus tard dans le XX^e siècle, contrairement à ce qui s'est passé à Montréal. Québec a été un lieu important de migration des milieux ruraux environnants vers la ville où se trouvaient des possibilités de travail. Un prolétariat urbain s'y est développé au moment où les sociétés occidentales s'industrialisaient, provoquant aussi des mouvements sociaux urbains parfois violents. Les études de démographie historique entreprises par Richard Marcoux et son équipe révèlent la grande proximité de cette *nouvelle* population urbaine avec la campagne environnante au début du XX^e siècle, les migrants vers la ville de Québec épousant souvent des filles de leurs villages d'origine comme l'atteste l'examen de archives de l'état civil. La capitale s'inscrit alors dans un nouvel espace régional. Cette inscription va s'accentuer avec le développement de l'État provincial dans la première moitié du XX^e siècle.

Si la ville dépasse le demi million d'habitant au tournant du nouveau millénaire, c'est à cause de l'arrivée massive et continue de migrants francophones provenant en large partie de l'Est et du Centre du Québec depuis plus de cent ans.

---

9. Marc Saint-Hilaire et Richard Marcoux, « Le ralentissement démographique », dans Serge Courville et Robert Garon (dirs), *Atlas historique de Québec. Québec, ville et capitale*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2001, p. 174.
10. *Ibid*, p. 176.

Examinons de plus près les données sur l'immigration internationale. En 1991, il y avait 14 030 citoyens issus de l'immigration dans la Région métropolitaine de recensement (RMR) de Québec et 17 370, cinq ans plus tard (1996), soit 3,2 % de la population totale. Par ailleurs, l'immigration à Québec est aussi beaucoup moins diversifiée que dans la métropole. Selon le dernier recensement, les trois groupes d'immigrants les plus importants venaient de France (3 130), des États-Unis (1 390) et d'Allemagne (845). Montréal exerce en effet un grand attrait auprès des immigrants internationaux, à cause de son marché du travail plus diversifié, de la présence de contingents d'immigrants de toutes origines déjà installés qui exercent un effet d'attraction sur d'autres candidats à l'immigration et du caractère plus cosmopolite de la ville susceptible d'attirer encore davantage de nouveaux arrivants. Mais en fait, il faudrait plutôt comparer la ville de Québec à des villes de taille comparables comme Halifax, Winnipeg ou Edmonton. De toutes les villes canadiennes comparables, Québec est celle qui attire et retient le moins d'immigrants. Comment expliquer cette situation ?

L'hypothèse formulée plus haut par Albert Faucher sur les mutations de l'espace économique – bien plus que la théorie du *staple economy* (ou théorie de l'économie des ressources) de Innis – offre les clés d'explication. Sa localisation géographique qualifiée plus haut de paradoxale ne conférait pas à Québec d'avantages particuliers sur le plan du développement industriel, contrairement à Montréal par exemple, et l'absence d'une grande bourgeoisie d'affaires a limité la création de grandes sociétés privées. La ville de Québec est par contre devenue au fil des ans une capitale au service d'un état en développement rapide mais aussi, il ne faudrait pas l'oublier, une importante capitale régionale alimentée par un réservoir de main d'œuvre abondante provenant des régions avoisinantes. Le développement économique s'y est effectué autrement que dans les villes canadiennes de taille comparable et il s'est effectué avec les migrants (nombreux) des régions avoisinantes en fort surplus de population attirée dans la capitale par des emplois disponibles dans la fonction publique ou dans les appareils offrant des services régionaux comme les universités, les collèges, les hôpitaux ou les sociétés d'assurances.

Québec, capitale régionale et ville au service d'un État provincial

La ville de Québec a été un important centre administratif pour les grandes institutions de la nation canadienne-française, capitale du seul État contrôlé par les Canadiens français mais aussi ville des sièges sociaux et des maisons mères d'un nombre élevé d'institutions religieuses œuvrant à l'échelle du continent. On y retrouve encore de nos jours un imposant patrimoine bâti, témoin de

l'importance numérique qu'avaient les institutions religieuses qui encadraient tout l'ancien Canada français.

Dans la seconde moitié du XX^e siècle, la ville a fondé sa nouvelle période de prospérité sur la montée de l'État québécois comme appareil administratif et une nouvelle classe moyenne y a émergé, drainant encore davantage de population des campagnes environnantes à la faveur de l'urbanisation des années 1950 et 1960. Québec est devenue au fil des années une ville de services et les emplois dans ce secteur y sont nettement plus importants (85,5 % en 2001) qu'ailleurs au Québec et notamment à Montréal (76,5 %), comme on le voit dans le tableau 1. L'emploi dans le secteur de la production de biens est nettement moins marquée à Québec, ce qui tranche avec son histoire économique depuis l'âge d'or de la navigation à voile jusqu'à la phase industrielle de la première moitié du XX^e siècle (industries de la chaussure et du vêtement, chantiers maritimes, par exemple).

Tableau 1

Répartition des emplois classés par secteurs d'activité en 2001
RMR de Québec, RMR de Montréal et ensemble du Québec

Secteurs d'activité	RMR Québec	RMR Montréal	Total Québec
Biens	14,5	23,5	26,4
Services	85,5	76,5	73,6
Administration publique	12,2	5,0	6,2
Santé, services sociaux	13,0	10,1	10,7
Enseignement	7,8	6,6	6,7
Hébergement, restauration	6,8	5,6	6,0
Assurances, finance	7,6	6,5	5,7
Commerce	16,0	16,4	15,7
Culture, loisirs	3,6	5,5	4,2
Services professionnels et scientifiques	6,5	7,3	5,6
Autres services	12,0	13,5	12,8

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Mais la domination de l'administration publique provinciale dans la structure professionnelle n'est pas la seule marque distinctive de la ville dans la deuxième moitié du XX^{e} siècle. Quatre autres secteurs d'emplois y sont surreprésentés, soit le secteur de la Santé et des services sociaux, le secteur de l'enseignement, le secteur financier et le secteur du tourisme. Québec est une capitale politique, mais elle est aussi une ville au service des régions qui l'entourent, plus précisément le centre et l'Est du territoire québécois. Pour cette raison, Québec compte une proportion plus grande d'employés dans les secteurs de l'enseignement et de la santé, par comparaison avec Montréal et avec l'ensemble de la province. Avec l'avènement de l'État-providence, la ville de Québec est donc devenue un important centre urbain au service d'une région étendue, attirant notamment des personnes qui viennent y étudier ou s'y faire soigner.

Se retrouve aussi à Québec un important secteur financier mais d'un type différent de celui qui est en place à Montréal ou à Toronto, puisque ce secteur touche surtout l'assurance et les services connexes aux personnes, de même que les services locatifs qui sont eux-mêmes liés l'administration publique. La présence du secteur économique des assurances et services connexes renforce le statut de Québec comme ville de services aux personnes.

De son côté, l'emploi dans la restauration et l'hébergement reflète le fait que la ville de Québec est une destination touristique populaire auprès des touristes canadiens et étrangers, mais aussi des visiteurs en provenance des diverses régions du Québec même, il ne faudrait pas l'oublier. Cette fois encore, la ville offre, dans ce secteur d'activités, des services à des personnes, venant d'horizons géographiques divers. Si la localisation géographique paradoxale de Québec l'a désavantagée sur le plan du développement économique – ni tout à fait ville atlantique, ni tout à fait ville continentale – la beauté de son site naturel et l'histoire de ses vieilles pierres lui ont conféré un avantage certain lorsque l'industrie du tourisme s'est développée.

Par ailleurs, la ville de Québec ne se distingue pas des autres centres urbains pour ce qui est du commerce, un secteur d'activité typique des sociétés développées postindustrielles. Ce secteur est le plus important dans la ville, mais son poids dans la structure de l'emploi est comparable à ce qu'on observe ailleurs, notamment à Montréal, soit autour de 16 % des emplois totaux.

Enfin, Québec la capitale compte un secteur culturel bien vivant et dynamique mais que certains jugent sous développé notamment sur le plan des industries culturelles. L'industrie de la télévision y a déjà été non négligeable, dans les années 1970 et 1980, avec une production locale d'émissions tant à la télévision d'État que dans les réseaux privés. Ce n'est plus le cas. Les emplois dans les industries culturelles au sens large sont concentrés dans la région montréalaise et la ville

de Québec fait figure de parent pauvre sur ce plan. Il existe bien entendu des exceptions et il faut souligner certaines réalisations importantes dans le quartier Saint-Roch (Méduse), le dynamisme des deux grands musées – le Musée national des beaux-arts de Québec et le Musée de la civilisation – ou encore, la vitalité des nombreux sites patrimoniaux. « Force est de constater, par contre, que les activités culturelles n'occupent pas à Québec la place qu'on souhaiterait pour une capitale » avance Pierre Mainguy[11]. Cela s'explique sans doute par le fait que la culture est devenue un grand secteur industriel (médias écrits et électroniques, industries du spectacle, cinéma et productions télévisuelles, etc.) assez concentré, exigeant des capitaux importants qui se trouvent dans les plus grandes villes.

Cette lecture pessimiste est cependant trop rapide, car il existe à Québec une créativité culturelle bien vivante qui s'est affirmée avec plus de force encore depuis les années 1980, notamment avec l'appui bien concret de l'administration du maire Jean-Paul L'Allier. Certains secteurs culturels ont même acquis une bonne réputation et il faut souligner le dynamisme du théâtre (Québec compte plusieurs salles et plusieurs troupes professionnelles, sans oublier la présence énergique de Robert Lepage et de *Ex Machina*), la vitalité de la musique classique (orchestre symphonique, les Violons du Roy) et de la musique émergeante, la forte activité des arts visuels et même de l'édition puisque plusieurs maisons d'édition connues y ont pignon sur rue[12]. La ville de Québec compte aussi de nombreux festivals annuels ou biannuels et il faut souligner la notoriété de son festival d'été et de son carnaval d'hiver (qui a pris un tournant réussi axé sur la famille à la fin des années 1990). Les secteurs de la muséologie et du patrimoine ont acquis une grande réputation nationale (au Québec mais aussi au Canada anglais) et ils ont bénéficié d'investissements publics importants. Si Montréal reste le principal pôle sur le plan des industries culturels, la ville de Québec a su tirer son épingle du jeu dans certains créneaux bien spécifiques qui lui donnent une bonne visibilité.

Mais il ne faudrait pas conclure que la ville de Québec n'en n'a que pour le patrimoine, la musique, les arts de la scène et les festivals populaires. Robert Lepage et ses associés dans le groupe *Ex Machina* montrent qu'il est possible de contourner les handicaps de la localisation en périphérie. Les industries culturelles de demain prendront en effet place dans un nouvel environnement – un

11. Pierre Mainguy, « Les liens entre l'économie et la démographie : le cas de la communauté métropolitaine de Québec » dans Commission de la Capitale nationale, *Le Choc démographique. La population de la Communauté métropolitaine de Québec à l'aube du XXI^e siècle*, Québec, Commission de la Capitale nationale, 2003, p. 151.

12. Pour une analyse plus complète, voir le chapitre de Fernand Harvey et Sophie-Laurence Lamontagne, « La vie culturelle (1940-2007) », dans Marc Vallières et al., *Histoire de Québec et de sa région*, Québec, Éditions de l'IQRC – Les Presses de l'Université Laval, Coll. Les régions du Québec 18, (sous presse en 2008).

nouvel espace économique au sens donné à ce terme par Albert Faucher – qui ne sera plus aussi étroitement lié aux contraintes de l'espace physique. Nous développerons brièvement cet aspect, important pour comprendre la mutation en cours observable dans la ville de Québec et le potentiel de développement qui est le sien au XXIe siècle dans la nouvelle économie, que ce soit dans les nouvelles technologies, les biotechnologies et même la culture.

Un nouvel espace économique

Les choses changent, en effet. L'espace économique – celui-là même qui est apparu jouer un rôle important dans le développement de la ville de Québec pendant une certaine période, mais aussi un espace qui explique son déclin et sa stagnation il y a plus de cent ans – est lui-même en profonde mutation, ce qui nous amène à voir la situation actuelle de la ville et ses perspectives d'avenir sous un jour nouveau.

Tout d'abord, il importe de rappeler que le nombre d'emplois dans la fonction publique québécoise au sens large n'est plus en forte croissance dans les années 2000, contrairement à ce qui s'est passé dans la seconde moitié du XXe siècle. L'emploi dans ce secteur d'activité est probablement appelé à se maintenir, mais tout au plus au niveau où il se trouvait à la fin du XXe siècle, dans le contexte d'une faible croissance démographique de la population québécoise totale et dans le contexte de la rationalisation de l'administration publique de l'État québécois, sans oublier le déplacement lent mais continu de certaines activités gouvernementales vers Montréal et vers les régions administratives du Québec. L'administration publique québécoise n'est plus le secteur d'activité porteur de la croissance de la capitale.

Ensuite, plusieurs indicateurs montrent que la ville de Québec a amorcé une certaine diversification de son économie. Le nombre d'emplois dans le secteur manufacturier a été en faible augmentation dans la ville et la région immédiate (RMR) dans les premières années du nouveau millénaire, alors qu'il a régressé à Montréal et dans la plupart des régions du Québec qui connaissent des moments difficiles avec la remontée du dollar et la crise de l'industrie forestière observable dans les années 2007-2008. La bonne performance relative du secteur manufacturier, moins développé dans la ville de Québec comme on l'a vu plus haut, donne à penser qu'il n'est cependant pas en voie de disparition lente, bien au contraire.

Mais le phénomène le plus marquant est sans contredit la croissance de l'emploi dans le secteur des services professionnels, scientifiques et techniques, ce qui indique que les efforts de diversification économique de la ville commencent à porter fruit. L'administration municipale et le gouvernement du Québec

ont en effet entrepris d'appuyer cette diversification en prenant diverses initiatives comme la création de la cité de l'optique et la revitalisation du quartier Saint-Roch. La part des emplois dans ce secteur est encore plus faible à Québec (6,5 %) qu'à Montréal (7,3 %) mais elle est en croissance importante depuis les années 1990. Or, ce type d'emplois n'est pas aussi étroitement dépendant de la géographie et de la localisation physique, comme l'étaient les secteurs du bois, du commerce international, de la navigation ou de la construction navale qui ont fait la prospérité de la ville il y a 150 ans.

Les emplois typiques du capitalisme cognitif qui caractérise le XXI^e siècle s'inscrivent en effet dans un espace économique nouveau, virtuel pour une part importante, comme le montre le développement économique important d'une ville comme Seattle aux États-Unis. La présence dynamique du groupe *Ex Machina* de Robert Lepage illustre bien les caractéristiques nouvelles des secteurs économiques d'avenir. Les communications au sens large (par avion autant que par voie électronique) sont d'une importance majeure dans le nouvel ordre économique de même que la présence d'une main d'œuvre bien formée, deux éléments centraux du nouveau capitalisme cognitif.

Formulons les choses autrement, et de manière extrêmement rapide. L'histoire du développement économique de la ville de Québec s'inscrit parfaitement bien dans les trois types de capitalisme que distinguent les spécialistes : le capitalisme marchand, le capitalisme industriel et le capitalisme cognitif. Le premier type caractérise le développement économique des XVII^e et XVIII^e siècles. Le second type est né avec la révolution industrielle, plus précisément avec la maîtrise de l'utilisation de l'énergie produite par l'eau (vapeur, barrages) ou le pétrole. Le troisième type caractérise l'économie contemporaine axée sur l'exploitation de connaissances, le savoir scientifique, les communications, les nouvelles technologies. Or, les espaces économiques associés à ces trois types de capitalisme sont fort différents. La ville de Québec a su tirer de grands bénéfices du capitalisme marchand à l'époque de la navigation à voile, mais les capitaux accumulés lui ont échappé. La ville n'était pas bien positionnée pour profiter du capitalisme industriel qui a suivi et une partie de sa population s'est prolétarisée au tournant du XX^e siècle. La période du capitalisme cognitif risque d'être différente car l'espace économique dans lequel il prend place est fort nouveau et plusieurs indicateurs (main d'œuvre bien formée, etc.) montrent que la ville a de nombreux atouts pour tirer son épingle du jeu dans le nouveau siècle[13].

13. L'espace manque pour développer davantage ces idées. Sur le capitalisme cognitif, on lira notamment l'ouvrage de Yann Moulier Boutang, *Le capitalisme cognitif. La nouvelle grande transformation*, Paris, Les Éditions Amsterdam, 2007, 245 p.

Un ensemble urbain polycentrique en mutation

La ville de Québec a toujours connu – et ce, dès sa fondation – deux centres de développement, la basse-ville où vivaient les marins, débardeurs, ouvriers et petits artisans, et la haute-ville qui a attiré les fonctions urbaines *nobles* – les institutions d'enseignement, l'hôpital et les locaux de l'administration – ainsi que la bourgeoisie. Dans un article classique sur le développement de la ville de Québec – « Une ville américaine moyenne, unique en son genre » – Gérald Fortin soutient que « Québec est un ensemble urbain polycentrique et relativement dispersé[14] ». Pour Fortin, la dispersion a été le fruit de l'arrivée de l'automobile, certes, mais aussi d'un ensemble de décisions politiques qui ont marqué le développement urbain de l'après-guerre comme le développement du réseau d'autoroutes entourant la ville et pénétrant même vers le centre et la dispersion sur le territoire d'institutions publiques (l'Université Laval à Sainte-Foy, la décentralisation des édifices gouvernementaux par « justice géographique », etc.). Nous renvoyons à la lecture de cet article pour une vue d'ensemble de la mutation de l'espace urbain de Québec des années 1950 à la fin des années 1970. Nous insisterons pour notre part sur l'organisation nouvelle de l'espace urbain à Québec à partir de l'examen du commerce.

La ville de Québec a été tout au long du XX^e^ siècle un important centre de commerce pour l'est de la province et elle le demeure comme le montre la proportion des emplois occupés dans ce secteur d'activité. La localisation des établissements commerciaux a cependant marqué de manière particulière et fort différente le développement de la ville sur un siècle.

L'organisation de l'espace commercial a surtout changé dans la deuxième moitié du XX^e^ siècle. Après la Seconde Guerre mondiale, le commerce était concentré au centre ville de Québec, principalement dans le quartier Saint-Roch ou se retrouvaient les grands magasins de détail comme Le Syndicat, Laliberté, la Compagnie Paquet et le magasin Pollack. La construction des centres commerciaux dans les banlieues en croissance de Sainte-Foy, Beauport et Charlesbourg – Place Laurier, Place Sainte-Foy, Place Fleur-de-Lys, Place de la Capitale, Place Lebourneuf, etc. – ont sonné le glas de la suprématie du commerce de détail dans le centre-ville. Les grands magasins existant ont fermé leurs portes un à un et la fonction commerciale du centre de la ville a alors décliné de manière importante.

Gérald Fortin a bien noté ce qui faisait l'originalité de la ville à cette époque (années 1960 et 1970) : la concentration du commerce dans des centres commer-

14. Gérald Fortin, « Une ville américaine moyenne, unique en son genre », *Recherches sociographiques*, vol. XXII, n° 2, mai-août 1981, p. 188.

ciaux et le faible développement de grands boulevards commerciaux urbains. « Dans les villes américaines et même à Montréal, ceux-ci [les boulevards commerciaux] servent au magasinage en automobile ; à Québec, ils ont été remplacés par un commerce beaucoup plus densifié réparti dans plusieurs centres d'achats[15] ». Ces centres servaient aussi de nouvelles places publiques puisqu'on pouvait y circuler à pied à l'abri des intempéries. La densification du commerce de détail dans les centres commerciaux constituait alors l'un des traits caractéristiques de la ville de Québec selon Gérald Fortin. Il ajoutait cependant que « la qualité des services y fait défaut. La gamme des services disponibles dans l'environnement immédiat des nouveaux espaces est beaucoup moins étendue à Québec qu'à Montréal[16] ». Fortin attribuait cette carence au développement du réseau routier qui favorisait l'accès en automobile au réseau existant et concentré de commerces de détail de cette époque.

La situation a profondément changé par la suite, dans les années qui ont suivi la période étudiée par Gérald Fortin. Un grand nombre d'autres centres commerciaux plus petits se sont en effet ajoutés aux centres plus importants mentionnés plus haut sur tout le territoire, réduisant la concentration des commerce. Ensuite, le commerce de proximité s'est fortement développé dans les banlieues, notamment dans les nouveaux quartiers plus éloignés à mesure que s'étendait le tissu urbain. C'est là une particularité qui a été soulignée par Andrée Fortin et ses collaborateurs dans leurs travaux[17] : les quartiers de la banlieue deviennent de plus en plus autosuffisants sur le plan commercial, du moins pour ce qui est de la vie quotidienne. L'emploi s'y développe même comme le montre la multiplication des édifices à vocation commerciale et administrative. Les banlieues – anciennes comme nouvelles – autour de Québec sont donc loin d'être monofonctionnelles (habitation unifamiliale principalement) puisque le commerce et l'emploi y sont diversifiés. « Cela dit, les banlieues ne sont plus seulement des lieux de résidence. Pour une population de plus en plus diversifiée, elles deviennent aussi des lieux de travail et de consommation : un nombre croissant d'entreprises s'y installe, sans oublier les travailleurs autonomes en constante augmentation[18] ».

Par ailleurs, on a assisté dans les années 1990 et 2000 à la multiplication des magasins à grande surface (Home Depot, Rona, Club Price, etc.) et des enseignes liées à des marques qui se sont établies autour des grands axes routiers

15. *Ibid.*, p. 188.
16. *Ibid.*, p. 201.
17. Voir l'ouvrage de Andrée Fortin, Carole Després et Geneviève Vachon, (dirs), *La banlieue* revisitée, Québec, Éditions Nota bene, 2002, 302,[8] p.
18. Carole Després et Andrée Fortin, « Introduction. La banlieue revisitée », dans *Ibid.*, p. 7-8.

de la ville, nécessitant une voiture pour passer de l'un à l'autre comme dans les boulevards commerciaux. Comme il existait de nombreux espaces non occupés le long des autoroutes ceinturant la ville et ses premières banlieues, ce type de commerces nouveaux s'y est développé dans les années 1990, venant en concurrence avec les centres d'achat des années 1960 et 1970.

Comment expliquer cet important développement de l'espace commercial sur tout le territoire de Québec, et en particulier la construction de tous ces centres de distribution le long des grands axes routiers, alors que la croissance démographique de la population de la ville et de la Région métropolitaine n'était plus aussi forte qu'au moment de la croissance rapide des premières grandes banlieues ? L'explication doit être cherchée dans la mutation des caractéristiques des ménages.

La population de la ville de Québec peut en effet être qualifiée de *mature* sur le plan démographiques au début du XXIe siècle. Cela signifie qu'on y retrouve un grand nombre de ménages d'âge moyen et de ménages arrivés à la phase du nid vide, de ménages occupés par des couples ou des adultes qui continuent d'y vivre alors que leurs enfants quittent le foyer. C'est ce qui explique que le nombre de ménages ait cru beaucoup plus rapidement que le nombre de personnes vivant sur le territoire. Ainsi, entre 1961 et 2001, la croissance de la population de la ville de Québec (ville étendue comprenant les banlieues immédiates) a été de 38 % et celle du nombre de ménages, de 137 %[19]. Le grand nombre de jeunes ménages de la couronne urbaine de Québec pèse alors de tout son poids sur la consommation marchande.

Les fonctions de consommation les plus dynamiques – ou encore, les postes budgétaires en croissance dans les budgets des ménages – reflètent le mode de vie des ménages jeunes qui quittent le foyer et le mode de vie des ménages qui entrent dans la phase du nid vide tout en restant actifs. Comme le nombre de ménages croit plus rapidement que la population, il s'ensuit une forte demande pour des biens de toute sorte, mais aussi pour des services diversifiés, depuis les services de santé (cliniques médicales, pharmacies de grandes surfaces) jusqu'aux services financiers personnels des sociétés de placement. L'offre s'est par conséquent déplacée sur tout le territoire, en parallèle à la mutation que connaissait le centre ville qui proposait ces biens et surtout, ces services jusqu'au milieu des années 1960.

Il en va de même pour les emplois, qui ont tendance à se déplacer sur tout le territoire de la ville unifiée notamment à Sainte-Foy. Le centre ville reste encore

19. Voir Simon Langlois, « La région de Québec, un tissu social en profonde mutation », dans Commission de la Capitale nationale, *Le Choc démographique..., op. cit.*, p. 139-148.

un important pôle d'emplois, mais ces derniers se répartissent maintenant davantage entre la haute ville et le nouveau quartier Saint-Roch. De nouveaux pôles de développement des emplois ont aussi émergé dans le dernier tiers du XX^e siècle, autour de l'Université Laval, à l'extrémité de Sainte-Foy (ministère du Revenu) ou encore dans les centres de recherche situés le long du boulevard Charest et les centres industriels dispersés sur le territoire (Les Saules, Saint-Augustin). En fait, l'emploi se distribue maintenant sur un grand territoire, comme en témoigne leur répartition le long du boulevard Laurier depuis les hôtels près des ponts, le Centre hospitalier de l'Université Laval, les centres commerciaux, l'Université Laval jusqu'aux bureaux d'assurances et firmes d'avocats en allant vers la Grande-Allée.

L'ensemble urbain polycentrique qu'avait diagnostiqué Gérald Fortin au début des années 1980 est en profonde mutation et il aurait plutôt donné naissance, un quart de siècle plus tard, à un nouvel ensemble qualifié de polynucléaire par Andrée Fortin et ses collaboratrices. « S'il y a un tout, celui-ci englobe aussi bien le centre que la périphérie, et plutôt que de centre unique, il vaut mieux penser à une polynucléarité, à une nouvelle typologie de milieux de vie situés sur un continuum ville-banlieue-campagne[20] ».

La revitalisation du centre

L'ancien quartier des affaires et du commerce de la ville centre – le quartier Saint-Roch – a été revitalisé à partir du début des années 1990 après une longue période de déclin. Au total, plus de 375 millions de dollars y ont été investis en quinze ans et le quartier a été embelli. L'administration municipale a nettement privilégié la mixité des fonctions allant des édifices à bureau privés (CGI, le journal *Le Soleil*), des édifices accueillant le secteur public ou parapublic (ENAP, INRS), des commerces, des restaurants sans oublier de nombreuses unités d'habitation. L'administration du maire Jean-Paul L'Allier avait choisi d'investir dans l'amélioration des équipements publics du quartier (parc, réfection des routes, réhabilitation des équipements publics, destruction du mail Saint-Roch, etc.) en tablant sur le fait que cet environnement nouveau aurait un effet d'entraînement sur les investissements privés.

Dans une étude effectuée à partir des données du Recensement de 2001, Paul Villeneuve et Catherine Trudelle observent que 20 secteurs de recensement sur les 25 que comptent l'arrondissement de la Cité (le cœur de l'ancienne ville de Québec) ont connu une augmentation de leur population, un contraste avec

20. Carole Després et Andrée Fortin, « Introduction. La banlieue revisitée », *loc. cit.*, p. 10.

le déclin démographique qui les avait caractérisés dans la deuxième moitié du XX[e] siècle. Ce renouveau démographique n'a cependant pas amené au centre davantage de personnes âgées. « Il semble bien que la relance démographique de La Cité soit d'abord une affaire de jeunes adultes[21]. » Villeneuve et Trudelle se demandent par ailleurs si ce phénomène traduit une gentrification du quartier, soit une augmentation du niveau socioéconomique de ses habitants. Ils concluent par la négative en notant qu'on y observe beaucoup de « gentrificateurs marginaux » (bon nombre de femmes, des artistes, des étudiants et des adeptes d'un genre de vie urbain dans un quartier nouveau et à la mode).

> Ces nouveaux arrivants privilégient la proximité des équipements collectifs et du lieu de travail à la mobilité du mode de vie de la banlieue. Les résidents de La Cité, anciens et nouveaux, sont plus scolarisés que ceux du reste de la ville mais ils sont moins fortunés, les premiers parce qu'ils sont souvent retraités, les deuxièmes parce qu'ils sont jeunes. Ce sont d'ailleurs eux qui occupent une partie des nombreux emplois, nouveaux ou relocalisés dans La Cité[22].

Les auteurs insistent sur l'importance d'un facteur qu'on ne retrouve pas souvent dans les travaux de sociologie urbaine : la croissance de la main-d'œuvre féminine. Les femmes ont en effet tendance à habiter plus près du centre que les hommes, notamment afin de concilier plus facilement le travail et la famille.

La renaissance démographique de la ville centre est-elle fragile ? Villeneuve et Trudelle penchent pour cette hypothèse à cause de la diminution du nombre de jeunes candidats à la migration urbaine. Par contre, il faut noter que l'attirance qu'exerce le genre de vie urbain, l'attrait du développement durable et le développement de préoccupations écologiques militent en faveur du maintien de la tendance observée d'un retour au centre.

Une ville de classe moyenne

La ville de Québec compte moins de ménages pauvres qu'à Montréal et que dans l'ensemble de la société québécoise. Mais on y trouve aussi une proportion moindre de ménages riches que dans la métropole, ce qui fait de Québec une ville de classe moyenne dont la population est un peu plus scolarisée que dans l'ensemble du Québec et une ville où le taux de propriété du logement est plus élevé qu'ailleurs.

La capitale est aussi la ville canadienne ayant la moyenne d'âge la plus élevée (40 ans), ce qui la fait ressembler à une ville européenne, « la plus européenne

21. Paul Villeneuve et Catherine Trudelle « Retour au centre à Québec : la renaissance de la Cité est-elle durable ? », *Recherches sociographiques*, vol. XLIX, n° 1, 2008 (sous presse).
22. *Ibid.*, p. 19.

des villes nord américaines » avance le géographe Paul Villeneuve, qui ajoute : « L'âge de sa population ressemble plus à celui des villes européennes, dont l'urbanité est souvent remarquable[23] ». Au dernier recensement, la tranche d'âge la plus populeuse dans la ville se situait à 43 ans. Au moment de fêter son 400e anniversaire de fondation, la ville de Québec a donc une population mature marquée par le poids du centre de la pyramide des âges qui pèse plus lourdement dans sa population que dans les autres grandes villes canadiennes, notamment parce que la natalité y a été plus faible qu'ailleurs depuis deux ou trois décennies.

Le poids du centre se fait sentir de manière évidente sur le commerce, comme on l'a vu plus haut, mais il marque aussi la manière d'occuper l'espace urbain. Depuis les années 1980 et 1990 en effet, les enfants des baby boomers quittent leur foyer afin de créer de nouveaux ménages alors que leurs parents conservent leur foyer familial. À cela s'ajoute l'allongement de l'espérance de vie qui entraîne le maintien à domicile d'une population qui arrive au troisième âge en meilleure santé et qui est donc plus susceptible de continuer à vivre dans leurs foyers et leurs maisons. Le parc urbain de la proche banlieue est vieillissant. La proche banlieue désigne l'habitat construit dans les années 1950, 1960 et 1970 en périphérie de la ville centre, soit les banlieues de Sainte Foy, Sillery, Duberger, Charlesbourg et Beauport. Ces maisons unifamiliales ont maintenant plus de quarante ans en moyenne et leurs propriétaires sont vieillissants. « Les premières banlieues s'éloignent de plus en plus des stéréotypes hérités de l'après-guerre » observe Dominique Morin[24].

Peut-on cependant avancer que Québec est sur la voie de devenir une ville de retraités ? L'expression est trop forte. On a parfois en effet comparé la ville de Québec à la ville de Victoria, capitale de la Colombie-Britannique, sur un point en particulier : la présence de retraités. Victoria attire effectivement beaucoup de retraités car la ville jouit d'un climat tempéré, une particularité que recherchent les personnes plus âgées. Mis à part le climat, la ville de Québec présente par contre des atouts indéniables pour les personnes arrivées à l'âge de prendre leur retraite : transports en commun bien organisés au centre, services de santé de qualité, cadre agréable de vie urbaine, bon niveau d'activités culturelles. L'étude des mouvements migratoires récents révèle que Québec attire un peu plus de personnes âgées de plus de 60 ans qu'elle n'en perd (solde migratoire positif dans cette tranche d'âge). Les attraits de la ville expliquent ce solde migratoire positif et en font un milieu de vie recherché à cette étape du cycle de vie.

23. Paul Villeneuve, « La maturation d'une région métropolitaine… », *loc.cit.*, p. 127.
24. Dominique Morin, « Les banlieusards et les temps qui changent », dans Andrée Fortin, Carole Després et Geneviève Vachon, *La banlieue* revisitée, *op. cit.,* p. 106.

Le mystère de Québec ?

Il est fréquemment arrivé dans le passé que l'on oppose les villes de Québec et de Montréal sur plus d'un plan. D'un côté, Montréal est le creuset de la nouvelle société québécoise, cosmopolite, diversifiée, une ville où s'élabore la nouvelle définition de la nation québécoise. De son côté, la ville de Québec apparaît plus homogène sur le plan de la composition ethnique et plus d'un analyste ont souligné ce contraste, comme ce fût le cas devant la Commission Bouchard-Taylor sur les accommodements raisonnables au cours de l'année 2007.

Mais il y a plus. Une idée a émergé dans les années 1990 qu'il existait une sorte de « mystère de Québec », une exception qui distinguait la ville au sein de la société québécoise. Plusieurs indicateurs ont appuyé l'émergence de cette représentation sociale. Cette dernière a vraiment pris forme après le Référendum de 1995 alors que le vote en faveur de la souveraineté du Québec y a été plus faible que celui qui a été observé au sein de la classe moyenne francophone qui a fortement voté OUI ailleurs, tant dans les diverses régions qu'à Montréal[25]. Cette « exception » québécoise est devenue plus évidente dans les résultats de sondages effectués au moment du dixième anniversaire du deuxième Référendum (2005), qui ont révélé une diminution significative de l'appui donné au OUI dans la ville et la grande région de Québec[26]. Les deux élections provinciales survenues en 2001 et en 2005, les élections partielles tenues à Québec de même que l'élection fédérale de 2005 ont montré une forte progression du vote pour le parti Action démocratique du Québec (au provincial) et pour le Parti conservateur du Canada (au fédéral) dans la région de la Capitale nationale, ce qui a alimenté la construction de cette représentation d'une spécificité de la ville (et de la région immédiate) de Québec.

Par ailleurs, la décision du CRTC de fermer la station de radio CHOI-FM en 2004 a attiré encore davantage l'attention sur l'existence à Québec d'une radio populiste (souvent même qualifiée de radio-poubelle ou de *trash radio*[27]) dont la popularité a souvent été perçue comme une énigme. La mobilisation populaire contre la décision du CRTC a attiré l'attention et renforcé la construction de cette représentation sociale du « mystère de Québec ». Nous avons montré ailleurs

25. Pour une analyse plus détaillée, voir Gilles Gagné et Simon Langlois, *Les raisons fortes. Nature et signification de l'appui à la souveraineté du Québec*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2002, 187 p.
26. Voir Gilles Gagné et Simon Langlois, « Les jeunes appuient la souveraineté et les souverainistes le demeurent en vieillissant », dans Michel Venne et Antoine Robitaille (dirs), *L'Annuaire du Québec*, Montréal, Fides, 2002, p. 440-446.
27. Voir le livre de Diane Vincent et Olivier Turbide, *Fréquences limites : La radio de confrontation au Québec*, Québec, Nota bene, 2004, 207 p.

que ce mouvement de protestation était en fait le cri du cœur collectif d'une génération de jeunes hommes en colère appartenant majoritairement à une classe socioéconomique en difficulté[28]. Or, il arrive qu'un ensemble de conditions ont été réunies à Québec qui ont permis l'expression bruyante d'un malaise qui est probablement ressenti par la même génération ailleurs sur le territoire mais qui ne trouve pas à s'y exprimer de la même manière qu'à Québec.

Existe-t-il un « mystère de Québec », une exception québécoise ? Ou, au contraire, ce qui se passe dans la ville de Québec ne représente-t-il pas une certaine facette du Québec francophone qui aurait été occultée pendant un certain temps ou qui aurait été mal diagnostiquée par les analystes qui ont avancé, sans doute trop rapidement, que la postmodernité montréalaise s'étendait de fait à tout le territoire ? Nous penchons pour cette seconde hypothèse pour les raisons suivantes.

Québec est une capitale, habituée à l'exercice du pouvoir politique, et ses élites ont toujours été bien présentes au sein du gouvernement provincial, cela va de soi, mais aussi au sein du gouvernement fédéral. Or, la situation a changé dans les années où le Bloc québécois avait fait élire de nombreux députés au plus fort de la vague bloquiste dans les années 1990 et début 2000. Les électeurs de la ville de Québec auraient alors été sensibles les premiers – donc, bien avant les Québécois d'autres régions – à l'idée de voter pour un parti politique fédéral susceptible d'exercer le pouvoir politique, celui de gouverner.

Avec le recul, il est permis de faire l'hypothèse que le mouvement souverainiste a par ailleurs échoué à convaincre les électeurs de la ville (et de la région métropolitaine) de Québec des avantages éventuels de son projet politique afin d'emporter plus largement leur adhésion. Les électeurs des autres régions du Québec étaient dans une position différente. Les élites des régions se tournent en effet vers le gouvernement québécois lorsque les choses vont mal chez eux et plusieurs voient les avantages éventuels d'un gouvernement qui aurait les pleins pouvoirs et les ressources pour soutenir leur développement. À Montréal, les questions linguistiques continuent de préoccuper plusieurs électeurs francophones en contact avec l'anglais et ils sont nombreux à estimer que la langue française est menacée. De même, une partie des électeurs montréalais qui sont souverainistes estiment que l'indépendance nationale favoriserait l'intégration des immigrants en mettant fin au tiraillement entre les allégeances canadienne et québécoise. Or, les facteurs langues et immigration ne jouent pas à Québec et, contrairement

28. Voir Simon Langlois, « Jeunes hommes en colère à Québec : malaise de classe et de génération », dans Michel Venne, (dir.), *L'Annuaire du Québec 2005*, Montréal, Fides, 2004, p. 92-94.

aux régions, la capitale est le lieu où s'exerce déjà le pouvoir politique de l'État provincial. Si cette analyse est juste, cela expliquerait pourquoi les citoyens de la ville de Québec ont été moins enclins à appuyer le mouvement souverainiste. Ils auraient été aussi les premiers à appuyer le nouveau Parti conservateur plutôt que le Bloc québécois au niveau fédéral, un comportement qui s'est par la suite répandu dans d'autres régions lors de l'élection fédérale de 2005 avec l'élection au Québec de dix députés conservateurs. Selon cette analyse, la ville de Québec n'est plus l'exception qui détonne mais s'y expriment au contraire avec plus de netteté des courants d'opinions et d'idées bien présents au sein de toute la société québécoise.

Conclusion

Les fêtes du 300e anniversaire de fondation de la ville de Québec avaient célébré avec faste en 1908 son appartenance à l'Empire britannique[29]. Cent ans plus tard, c'est une capitale qui est au service d'un État provincial largement francophone qui célèbre son 400e anniversaire. La mutation a été considérable entre l'âge d'or de la navigation à voile au milieu du XIXe siècle et l'époque de la première modernisation de la société québécoise amorcée sous le gouvernement Godbout dans les années 1940, puis de la Révolution tranquille dans les années 1960 qui a donné une impulsion nouvelle à la capitale d'un État providence alors en développement. Fêtant ses 400 ans, la ville de Québec s'inscrit donc dans un espace économique tout à fait différent de celui qui était le sien cent ans plus tôt.

Québec est la capitale au service d'un État à majorité de langue française et la ville a aussi une importante vocation régionale. Cette double vocation a émergé tout au long du XXe siècle et elle est maintenant bien établie. Que lui réserve le futur ? La ville de Québec se trouve de nouveau à une croisée de chemins, comme ce fût le cas il y a une centaine d'années. Elle doit se redéfinir dans un nouvel espace économique au sens donné à ce terme par Albert Faucher – l'espace du capitalisme cognitif – et elle est à l'aube d'une nouvelle mutation sur le plan démographique.

29. Ronald Rudin, *L'histoire dans les rues de Québec : la célébration de Champlain et de Mgr de Laval, 1878-1908*, Sainte-Foy, Les presses de l'Université Laval, 2005, xiii, 297 p.